

# SOUMISSION À LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

Google accueille favorablement la volonté de la Commission spéciale de recueillir des informations et des commentaires sur les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes. L'appel aux soumissions de la Commission est à la fois opportun et important, et nous apprécions l'occasion qui nous est offerte d'y participer.

## Introduction et résumé

Ces commentaires sont soumis au nom de Google LLC (« **Google** ») en réponse à la consultation de la CSESJ (la « **Consultation** »). Google exploite, entre autres, le service YouTube au Canada (« **YouTube** »). Nous sommes heureux de l'occasion qui nous est donnée de donner notre avis sur les questions posées par la CSESJ dans le cadre de la consultation. Bien que la majeure partie de cette présentation soit centrée sur YouTube et sur l'accent mis par la Commission sur les réseaux sociaux, nous présentons dans cette soumission quelques informations sur les efforts déployés par Google à travers le monde.

Google s'efforce d'offrir une expérience en ligne plus sûre et plus positive à tous ses utilisateurs, en particulier sur YouTube, et cela vaut tout particulièrement pour les enfants et les adolescents. Nous investissons depuis longtemps dans la recherche, les politiques et les pratiques afin d'offrir aux jeunes d'âge mineur des moyens adaptés à leur âge pour explorer, apprendre et participer au monde en ligne au fur et à mesure qu'ils grandissent. Ces efforts sont conçus pour donner la priorité au bien-être de nos plus jeunes utilisateurs, tout en respectant la relation unique de chaque famille avec la technologie et en donnant aux enfants et aux adolescents les moyens de devenir des citoyens numériques confiants.

Nous sommes convaincus que des mesures de protection appropriées peuvent habiliter les jeunes sur les plateformes, tout en les aidant à apprendre, à se connecter, à grandir et à se préparer pour l'avenir. À cette fin, les services en ligne devraient :

- créer des produits adaptés à l'âge qui correspondent aux étapes du développement et aux besoins des enfants et des adolescents;
- offrir des outils qui donnent aux familles la possibilité de gérer leurs interactions avec la technologie;
- mettre en œuvre des politiques, des protections et des programmes qui renforcent la sécurité en ligne pour chaque enfant et adolescent; et
- fournir du matériel d'habileté numérique informatif et accessible.

La Commission spéciale récemment créée est bien placée pour contribuer à faire avancer ce travail important, en partenariat avec le secteur. Forts de l'expérience que nous avons acquise au fil des ans en déployant des mesures visant à garantir une expérience saine de notre plateforme en ligne, nous encourageons la Commission à considérer nos commentaires, qui aideront à dégager des principes

susceptibles d’inspirer des recommandations pour le secteur de manière plus générale. Nous avons également joint un cadre recommandé qui peut aider la Commission à s’orienter son attention sur les domaines dans lesquels la législation pourrait contribuer à améliorer la santé mentale, la sécurité et la protection de la vie privée des enfants et des adolescents.

Plus précisément, dans ces commentaires, nous exposerons le point de vue de Google sur l’importance :

- de politiques de contenu significatives, transparentes et applicables;
- de collaborations avec des experts pour obtenir un contenu de haute qualité;
- d’expériences et de protections adaptées à l’âge;
- de la vie privée;
- du bien-être numérique;
- du rôle de YouTube dans l’apprentissage;
- d’un cadre législatif harmonisé qui aide à responsabiliser les entreprises pour promouvoir la sécurité, le bien-être et la vie privée des jeunes, tout en permettant l’accès à des expériences plus riches pour les enfants et les adolescents.

Google espère que ces commentaires fourniront à la Commission des informations précieuses qui l’aideront à orienter les prochaines mesures dans ce domaine important.

### **Des politiques de contenu significatives, transparentes et applicables**

La Commission a raison de s’interroger sur la façon dont l’utilisation des plateformes en ligne par les jeunes d’âge mineur soulève des questions en matière de santé, de sécurité et de respect de la vie privée et sur la façon dont les fournisseurs de plateformes en ligne prennent des mesures pour protéger la santé, la sécurité et la vie privée des jeunes d’âge mineur en ligne. La technologie et les services en ligne font partie intégrante de la vie des enfants et des adolescents, et il est important de reconnaître et d’aborder à la fois les opportunités et les défis qui accompagnent cette réalité.

Comme décrit ci-dessous, YouTube a mis en place des politiques de contenu significatives et s’est associée à des experts tiers pour s’assurer que les enfants et les adolescents puissent accéder aux ressources en ligne avec les garanties appropriées. Ces efforts illustrent la manière dont le secteur privé crée un environnement en ligne plus favorable à l’épanouissement des enfants et des adolescents. La Commission pourrait intégrer ces actions à titre d’exemples dans toute orientation qu’elle pourrait publier à la suite de cette procédure.

### **Des politiques de contenu pour renforcer la sécurité des jeunes utilisateurs**

Google a fait des progrès considérables dans ce domaine et, récemment, l’Observatoire de l’Internet de Stanford a souligné de manière positive les efforts de Google pour traiter les recherches liées à l’automutilation et aux idées suicidaires. Le [Règlement de la communauté](#) de YouTube fournit un autre exemple de la manière dont nous avons pris des mesures proactives pour améliorer l’expérience en ligne des jeunes utilisateurs<sup>1</sup>. Ces lignes directrices communautaires définissent clairement les catégories de contenu qui sont exclues de la plateforme et les catégories de contenu qui sont soumises à des restrictions d’âge. Elles s’appliquent aux vidéos, aux descriptions de vidéos,

---

<sup>1</sup> Veuillez consulter *Règlement de la communauté*, YouTube, [https://www.youtube.com/intl/ALL\\_fr/howyoutubeworks/policies/community-guidelines/](https://www.youtube.com/intl/ALL_fr/howyoutubeworks/policies/community-guidelines/) (« Règlement de la communauté de YouTube »).

aux commentaires, aux flux en direct et à tout autre contenu sur YouTube, visent à répondre à un certain nombre d'enjeux, dont les suivants :

- *Troubles de l'alimentation.* Nos règles interdisent les contenus qui encouragent ou glorifient les troubles de l'alimentation. YouTube a récemment collaboré avec la National Eating Disorder Association (la NEDA aux États-Unis) et d'autres organisations mondiales spécialisées dans les troubles de l'alimentation afin d'élargir la portée de nos directives communautaires en interdisant les contenus sur les troubles de l'alimentation qui présentent un comportement imitable, en limitant l'âge de certaines vidéos et en faisant apparaître, en cas de crise, des panneaux de ressources sous la fenêtre de vidéos traitant des troubles de l'alimentation.
- *Automutilation.* Sur YouTube, nous supprimons les contenus qui font l'apologie du suicide, qui donnent des instructions sur la manière de s'automutiler ou de mourir par suicide, ou qui contiennent des images graphiques d'automutilation.
- *Contenu soumis à des restrictions d'âge.* YouTube limite l'âge des contenus qui n'enfreignent pas notre Règlement de la communauté, mais qui peuvent néanmoins être inappropriés pour les spectateurs de moins de 18 ans (par exemple, nudité, contenu sexuellement suggestif, contenu violent, langage vulgaire). Ces règles s'appliquent aux vidéos, aux descriptions vidéo, aux vignettes personnalisées, aux flux en direct et à tout autre produit ou fonctionnalité de YouTube. [YouTube interdit la pornographie sur sa plateforme.](#)
- *Sécurité des enfants.* Les règles de YouTube interdisent depuis longtemps les contenus qui mettent en danger le bien-être émotionnel et physique des jeunes d'âge mineur<sup>2</sup>. Nous supprimons les contenus susceptibles de provoquer une détresse émotionnelle chez les mineurs, qui montrent un mineur participant à des activités dangereuses, qui encouragent les mineurs à pratiquer des activités dangereuses ou qui impliquent le harcèlement de mineurs.

Contrairement aux plateformes de médias sociaux qui reposent sur un graphe social, ou aux services de diffusion en continu traditionnels et aux diffuseurs qui s'appuient sur un ensemble de contenus, YouTube a mis en place un système de recommandation qui relie les utilisateurs aux contenus souhaités (plus encore que les abonnements aux chaînes ou la recherche). C'est pourquoi nous avons conçu nos recommandations de manière à orienter les internautes vers des contenus de qualité et à minimiser les risques de voir des contenus de qualité médiocre, en complément de notre Règlement de la communauté.

Pour ce faire, nous intégrons la notion d'« autorité » dans nos systèmes. Ceci veut dire que lorsque les utilisateurs recherchent ou regardent des actualités et des informations sur YouTube, nos recommandations donnent la priorité aux contenus faisant autorité dans les résultats de recherche, sur la page d'accueil et dans le panneau « Vidéos à regarder ensuite ».

### **Une approche transparente de l'application des politiques de contenu.**

YouTube estime que la transparence est essentielle pour instaurer la confiance dans les services en ligne.

---

<sup>2</sup> *Veillez consulter Child safety policy*, YouTube Help, <https://support.google.com/youtube/answer/2801999>.

La transparence permet de responsabiliser les organisations et favorise l'application du contenu et des mesures correctives proportionnelles aux préjudices subis.

Pour ces raisons, les efforts de la Commission devraient refléter la transparence comme un élément clé de toute stratégie visant à permettre des expériences en ligne plus sûres et mieux adaptées à l'âge des utilisateurs. Pour favoriser la transparence, les politiques et les paramètres de contenu devraient être :

1. accessibles au public;
2. facilement compréhensible par les parents et leurs familles;
3. basés sur la recherche et l'expertise externe; et
4. activement mis en œuvre.

Nous encourageons la Commission à intégrer ces principes dans ses réflexions sur la sécurité des enfants en ligne.

Afin d'accroître la transparence, nous avons pris des mesures pour aider les utilisateurs à comprendre nos politiques et leur application. Comme nous l'avons déjà mentionné, notre **Règlement de la communauté YouTube fournit des conseils clairs et accessibles au public** concernant le contenu qui n'est pas autorisé sur la plateforme, y compris le contenu qui enfreint nos règles de sécurité pour les enfants<sup>3</sup>. Nous rendons les informations relatives à nos pratiques d'application accessibles à tous en publiant nos rapports d'application du Règlement de la communauté : [Community Guidelines Enforcement Reports publicly](#)<sup>4</sup>.

**Entre avril et juin 2024, YouTube a supprimé plus de 8,4 millions de vidéos pour violation de ses lignes directrices. Plus de 96 % de ces vidéos ont d'abord été signalées par des machines plutôt que par des humains. Plus de 96 % des vidéos violentes détectées pour la première fois par des machines n'ont pas été vues plus de 1 000 fois avant d'être retirées de YouTube.**

Des données supplémentaires concernant les efforts de mise en œuvre de YouTube sont disponibles sur notre page de transparence, qui offre un emplacement unique pour les informations sur la sécurité et la confidentialité, la suppression de contenu et d'autres rapports. Nous publions également nos politiques sur nos pages pour un accès facile par les parents et leurs familles. Le partage d'informations compréhensibles avec les utilisateurs les aide à prendre des décisions éclairées sur la nature de leurs interactions avec une plate-forme en ligne.

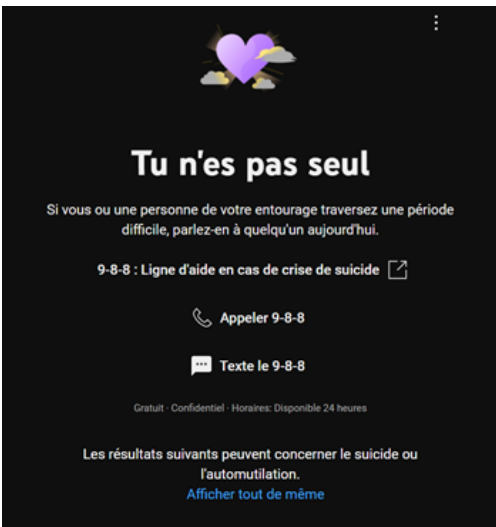
---

<sup>3</sup> *Veillez consulter* Règlement de la communauté de YouTube; Child Safety Policy.

<sup>4</sup> *Veillez consulter* YouTube Community Guidelines enforcement, Google Transparency Report, <https://transparencyreport.google.com/youtube-policy/removals?hl=en>

## Collaborer avec des experts pour obtenir un contenu de haute qualité.

Dans le cadre de notre travail visant à créer un environnement en ligne fiable pour les enfants et les familles, nous nous tournons vers nos experts internes et nos partenaires externes afin d'identifier les meilleures pratiques et d'informer nos politiques pour l'ensemble de nos produits. Les experts de nos équipes sont issus de disciplines et de spécialités diverses, comme le développement de l'enfant, la parentalité interculturelle, les enfants et les médias, ou encore la sécurité et la protection de l'enfant, afin de garantir que notre travail reflète l'évolution des besoins des enfants, des adolescents et des familles. Notre équipe santé comprend des ingénieurs, des cliniciens, des concepteurs et des chercheurs, entre autres, qui s'intéressent à tous les aspects de notre travail, allant de la fabrication de nos produits à la formation de notre personnel.



En outre, nous nous engageons régulièrement auprès de la communauté universitaire et de la communauté de la sécurité en ligne. Ces deux communautés nous font part de leurs commentaires sur nos produits en phase de développement et nous aident à créer et à cultiver des ressources appropriées pour les jeunes utilisateurs. Nous travaillons en étroite collaboration avec des experts universitaires et des organisations d'éducation aux médias telles que [MediaSmarts](#) pour nous assurer que nos ressources sont à la fois appropriées et efficaces.

En ce qui concerne les ressources destinées aux utilisateurs, Google et YouTube ont mis en place des **initiatives visant à mettre en relation les utilisateurs avec des informations fiables en fonction de leurs recherches.**

Lorsque les utilisateurs saisissent des requêtes sensibles liées à des questions telles que le suicide, l'automutilation et les troubles de l'alimentation, Google et YouTube affichent des panneaux de ressources en cas de crise afin de mettre les utilisateurs en relation directe avec des organisations locales fiables ou des lignes téléphoniques d'urgence nationales susceptibles de les aider.

YouTube a récemment élargi les panneaux de ressources, en cas de crise, pour les thèmes du suicide, de l'automutilation et des troubles alimentaires dans une nouvelle expérience pleine page qui aidera les spectateurs à s'arrêter un instant et à explorer les sujets d'aide<sup>5</sup>. Les spectateurs découvriront désormais de manière plus évidente les ressources pour les lignes d'assistance tierces ainsi que des invites proposées pour orienter les recherches vers des sujets tels que l'« autocompassion » ou les « exercices d'ancrage ».

YouTube a également **facilité la recherche d'informations fiables sur les questions de santé mentale**<sup>6</sup>. YouTube détermine le contenu à inclure en s'appuyant sur les principes établis par un groupe d'experts réunis par l'Académie nationale de médecine, aux É-U. Il est important que ces efforts continuent d'évoluer en fonction de la recherche croissante sur la santé mentale. À cette fin, YouTube a également

<sup>5</sup> *Crisis resource panels*, YouTube Help, <https://support.google.com/youtube/answer/10726080?hl=en>

<sup>6</sup> *Veillez consulter Get info on health-related content*, YouTube Help, <https://support.google.com/youtube/answer/9795167>

soutenu les efforts déployés par l'Organisation mondiale de la santé pour élaborer des principes directeurs visant à définir un contenu sur la santé mentale qui soit adapté au développement des adolescents et à examiner les stratégies de communication des ressources et des informations sur la santé mentale aux adolescents en ligne.

La compréhension de la sécurité en ligne et des problèmes de santé mentale comporte également **un volet éducatif, destiné aux jeunes d'âge mineur et aux adultes**. Afin de mieux informer les familles, YouTube s'est associée à Common Sense Networks pour produire des ressources éducatives à l'intention des parents et des adolescents sur la création responsable de vidéos en ligne<sup>7</sup>. Ces ressources comprennent des conseils sur le développement d'habitudes en ligne intentionnelles et sûres, la création de contenu en faisant preuve d'empathie et de sensibilité, et les meilleures pratiques pour aborder les commentaires, les partages et d'autres interactions en ligne<sup>8</sup>.

### **Expériences et protections adaptées à l'âge des jeunes**

Google adopte une approche globale et à multiples facettes en vue de protéger les enfants en ligne. La garantie de la confidentialité, de la sécurité et de la sûreté n'est pas une proposition unique, et Google s'appuie sur une variété d'outils, de programmes et de règles pour offrir des expériences de haute qualité qui permettent aux jeunes utilisateurs d'explorer, de grandir, d'apprendre et de jouer en ligne de manière plus sûre. Google développe des produits afin d'offrir aux enfants et aux familles des expériences et des protections adaptées à leur âge et de trouver l'équilibre qui leur convient. Le cas échéant, les services en ligne doivent proposer des paramètres et des outils permettant de gérer le contenu et les paramètres du compte, de limiter le temps passé devant l'écran et d'appliquer des mesures supplémentaires de protection de la vie privée.

### **Voici quelques exemples d'expériences proposées par Google pour soutenir les familles :**

- L'expérience des adolescents sur YouTube tient compte du fait que leurs besoins et leurs capacités diffèrent de ceux des enfants, et nous avons mis en place des protections spécifiques en consultation avec des experts externes. Par exemple, nous bloquons l'accès aux contenus adultes et limitons les recommandations de vidéos dont le contenu pourrait être problématique en cas de visionnage répété, nous désactivons la lecture automatique par défaut, nous activons les rappels de pause et d'heure du coucher, nous rendons les téléchargements privés par défaut et nous ne diffusons pas de publicités personnalisées (par exemple, en fonction de l'âge, du sexe ou des centres d'intérêt).
- En septembre 2024, nous avons lancé notre nouvelle expérience de supervision volontaire des adolescents à l'échelle mondiale. Cette expérience est conçue sur YouTube pour les adolescents (âgés de 13 ans, ou âge de consentement pertinent, jusqu'à 17 ans) et leurs parents. Cette nouvelle option permet aux parents et aux adolescents de relier leurs comptes dans notre nouveau centre familial : [Centre pour la famille](#). Dans ce Centre, les parents pourront consulter

---

<sup>7</sup> Common Sense Networks, aux É-U, a pour objectif de « créer et conserver des contenus sûrs, adaptés à l'âge et attrayants pour les enfants et les familles ». Common Sense Networks, <https://www.sensical.tv/common-sense-networks/home>

<sup>8</sup> *Veillez consulter, par exemple, Family Guide to Teen Content Creation*, Common Sense Networks and YouTube, [https://services.google.com/fh/files/helpcenter/csn\\_family\\_guide\\_teen\\_creation.pdf](https://services.google.com/fh/files/helpcenter/csn_family_guide_teen_creation.pdf)

des informations partagées sur l'activité des chaînes de leurs enfants. Il s'agira notamment des chaînes qu'ils possèdent et du nombre de téléchargements, de commentaires, d'abonnements, etc. Les comptes liés peuvent également recevoir des notifications par courrier électronique sur l'activité des chaînes et accéder à des ressources créées à l'aide d'experts externes pour soutenir les conversations entre les parents et les adolescents sur la création de contenu responsable.

- Divulgations publicitaires sur YouTube : Tous les créateurs qui incluent des placements de produits, des mentions ou des parrainages rémunérés doivent cocher la case « promotion payée » dans les détails de leur vidéo. Toutes les promotions payantes doivent respecter les règles de Google Ads et les directives communautaires de YouTube. Il incombe aux créateurs et aux marques avec lesquelles ils travaillent de comprendre et de respecter les obligations locales et légales en matière de divulgation des promotions rémunérées dans leur contenu. Parmi ces obligations, citons le moment et la manière de divulguer les informations, ainsi que les destinataires de ces informations.
- Google propose d'autres produits qui peuvent aider à fournir aux enfants et aux familles des expériences adaptées à leur âge, comme [SafeSearch](#) ainsi qu'une expérience supervisée pour les adolescents sur YouTube : [Expériences supervisées pour les adolescents](#). Google propose des programmes éducatifs, notamment ceux accessibles via le site [Families.Google](#) ainsi que notre programme phare [Be Internet Awesome](#), qui contribuent à protéger les enfants et les adolescents contre les dangers en ligne et à les aider à gérer leur vie privée et leur sécurité.
- Google propose également d'autres produits destinés à protéger les enfants et les familles, tels que [Family Link](#) et [YouTube Kids](#), qui ne sont pas disponibles au Québec en raison des exigences locales.

Ces protections visent à garantir que les adolescents et les familles bénéficient d'expériences et de protections adaptées à leur âge, afin de les aider à utiliser une telle plateforme numérique sans compromettre le développement des jeunes.

### Ressources sur la protection de la vie privée et la transparence

Google investit depuis longtemps dans des mesures de protection de la vie privée qui répondent aux besoins spécifiques des enfants et des adolescents. Pour les utilisateurs de comptes Google dont nous savons de moins de 18 ans :

- nous désactivons la personnalisation des publicités et restreignons les catégories de publicités sensibles à l'âge;
- nous activons [SafeSearch](#) par défaut;
- nous leur offrons la possibilité de demander le retrait de leurs images des résultats de Google Image<sup>9</sup>; et
- nous désactivons l'historique des localisations et ne permettons pas sa réactivation; et
- nous limitons la collecte et l'utilisation d'informations personnelles sur YouTube auprès de toute

---

<sup>9</sup> Le retrait d'images de jeunes d'âge mineur peut également être demandé par un parent ou un tuteur. *Veillez consulter* [Remove images of minors from Google search results](#), Google Search Help (consulté le 10 septembre 2024).

personne qui regarde des vidéos classées comme « destinées aux enfants », quel que soit l'âge de l'utilisateur.

YouTube restreint ou désactive également certaines fonctionnalités du produit<sup>31</sup> dans le cas de tous les contenus « destinés aux enfants ». Par exemple, nous ne diffusons pas de publicités personnalisées et ne prenons pas en charge des fonctionnalités telles que les commentaires, le clavardage en direct, les notifications, les histoires ou l'enregistrement dans une liste de lecture. En outre, le paramètre de téléchargement par défaut pour les adolescents âgés de 13 à 17 ans est défini en fonction du niveau le plus privé disponible pour aider à protéger la vie privée des adolescents. Dans le cas de téléchargements privés, le contenu ne peut être vu que par l'utilisateur et les personnes de son choix.

Nous allons également au-delà de notre politique de confidentialité, en fournissant des ressources supplémentaires pour aider les enfants, les adolescents et leurs familles à mieux comprendre nos pratiques en matière de confidentialité et de données. En voici un exemple :

- Le guide de confidentialité des produits de Google pour les adolescents ([Teen Privacy Guide](#)) aide les adolescents à mieux comprendre les questions clés concernant les pratiques en matière de données sur nos plateformes.

## **Bien-être numérique**

Il est extrêmement important de favoriser un sentiment de bien-être en ligne et hors ligne. Google contribue à la réalisation de ces objectifs en proposant une série de fonctionnalités de bien-être numérique destinées à protéger automatiquement les jeunes utilisateurs et à encourager les enfants et les adolescents à faire attention au temps qu'ils passent sur les écrans.

Nous pensons que ces caractéristiques représentent les meilleures pratiques que le secteur pourrait mettre en œuvre à plus grande échelle pour répondre aux besoins en ligne en constante évolution des enfants et des adolescents. Voici quelques exemples de ces caractéristiques :

- La lecture automatique est désactivée par défaut pour tous les utilisateurs de moins de 18 ans sur YouTube.
- Les rappels qu'il est temps de faire une pause mettent en pause une vidéo jusqu'à ce que l'utilisateur quitte ou reprenne la lecture de la vidéo. Cette fonctionnalité est activée par défaut pour les utilisateurs de moins de 18 ans sur YouTube.
- Les rappels à l'heure du coucher, qui permettent aux utilisateurs de définir une heure spécifique pour recevoir un rappel les invitant à arrêter de regarder des vidéos et à aller se coucher, sont activés par défaut pour les utilisateurs de moins de 18 ans sur YouTube.

Comme indiqué précédemment, YouTube a récemment annoncé la création de plusieurs nouveaux partenariats avec des experts de la jeunesse, de l'éducation et de la santé mentale, ainsi que la mise à jour de nos recommandations de contenu et de nos panneaux de ressources en cas de crise afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des adolescents.

Ce processus d'amélioration continue nous amène à réfléchir à de nouvelles façons de déployer une meilleure protection pour assurer le bien-être des jeunes en ligne. En collaboration avec le comité consultatif, nous avons identifié des catégories de contenus qui n'enfreignent pas notre [Règlement de la](#)

[communauté](#) et qui peuvent être inoffensifs en tant que vidéo unique, mais qui pourraient avoir un impact négatif sur la santé mentale de certains adolescents s'ils étaient visionnés plusieurs fois.

Ces catégories comprennent les contenus qui comparent les caractéristiques physiques et idéalisent certains types par rapport à d'autres, qui idéalisent des niveaux de forme physique ou des poids corporels spécifiques, ou qui montrent une agression sociale sous la forme de combats sans contact et d'intimidation. YouTube limite désormais les recommandations répétées de vidéos liées à ces sujets pour les adolescents du Québec. Pour rappel, les contenus faisant la promotion des [troubles alimentaires](#), de même que de [Règles sur les contenus explicites ou violents](#), ne sont pas autorisés sur YouTube.

Il s'agit d'un domaine dans lequel nous sommes extrêmement engagés, et nous réalisons ce travail grâce à une collaboration permanente avec des experts en développement de l'enfant et en bien-être numérique. YouTube entretient une relation de longue date avec des acteurs de confiance tels que [MediaSmarts](#) au Canada pour soutenir la sécurité en ligne des jeunes. MediaSmarts et YouTube lancent également une ressource éducative à la fin du mois d'octobre 2024 pour que les enseignants puissent l'utiliser en classe. Cet atelier pour éducateurs fournira aux jeunes des ressources, des outils et des programmes liés aux compétences numériques.

YouTube a également lancé un programme sur plusieurs années de « citoyenneté numérique » qui enseigne aux spectateurs des compétences leur permettant d'utiliser des plateformes numériques telles que la nôtre de manière sûre et responsable. Notre programme « Appuyez sur pause » ([Hit Pause](#)) met l'accent sur la protection des utilisateurs contre les contenus préjudiciables. Le programme comprend un guide destiné à tous les formateurs, qui explique pourquoi l'éducation aux médias est cruciale pour les adolescents et les jeunes adultes. Le guide explique comment la ressource est structurée et propose des idées sur les différentes façons d'utiliser le programme.

## **Le rôle de YouTube dans l'apprentissage**

YouTube offre des moyens d'apprentissage gratuits, abordables et uniques, propulsant des milliards de personnes sur la voie de l'éducation, que ce soit à l'école, dans la vie ou au travail. L'apprentissage sur YouTube est une expérience quasi omniprésente. Chaque jour, les utilisateurs se tournent vers YouTube pour trouver des informations et des ressources éducatives leur permettant d'enrichir leur vie. Certains apprennent une nouvelle langue ou apprennent à coder, d'autres développent des passe-temps et des centres d'intérêt, comme la réalisation de projets domestiques ou la pratique d'un nouveau sport. D'autres encore se créent de nouvelles opportunités personnelles et professionnelles. Les utilisateurs viennent sur YouTube pour apprendre, et il n'y a pas grand-chose qu'ils ne puissent trouver sur la plateforme. 92 % des 18-24 ans dans le monde disent avoir utilisé YouTube pour apprendre à faire quelque chose. En outre, la possibilité de poursuivre des études supérieures ne devrait pas être limitée par l'accès physique à une université ou à une école supérieure, ni par les moyens financiers.

YouTube propose des produits et des contenus éducatifs qui soutiennent le travail effectué en classe. La vidéo peut être une aide à l'apprentissage utile, que ce soit pour visualiser un concept, donner vie à un artefact historique, renforcer l'apprentissage ou attirer l'attention d'un élève. La vidéo permet aux éducateurs de rencontrer les élèves où qu'ils soient - qu'il s'agisse d'une leçon virtuelle ou d'aider à décomposer des questions complexes d'une manière conviviale.

## **Un cadre législatif harmonisé contribuera à garantir que les adolescents et les enfants puissent profiter des avantages de l'ère numérique en toute sécurité**

Compte tenu de l'importance de la protection des adolescents et des enfants et de la popularité et de l'utilisation généralisées des services en ligne, de nombreux législateurs et régulateurs s'intéressent à la manière dont ils peuvent jouer un rôle dans la sécurité des enfants sur l'internet. **Un cadre législatif interopérable pour la protection des enfants en ligne peut contribuer à fournir des protections importantes tout en favorisant l'accès à l'information et aux services pour les utilisateurs.**

Une législation élaborée avec soin peut définir des attentes claires pour toutes les parties concernées, donner aux entreprises un guide pour l'élaboration de politiques internes et externes et les aider à assumer la responsabilité de la promotion de la sécurité et de la protection de la vie privée de tous les utilisateurs.

Nous croyons que la législation devrait :

1. adapter les protections à l'âge de l'enfant;
2. favoriser la santé mentale et cultiver le bien-être;
3. s'attaquer aux différents risques en apportant des réponses proportionnelles; et
4. laisser de la place à la prochaine vague d'innovations technologiques.

Google prend au sérieux sa responsabilité de promouvoir des expériences en ligne positives, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons publié notre Cadre législatif pour la protection des enfants et des adolescents en ligne [Legislative Framework to Protect Children and Teens Online](#), qui présente les principes des lois visant à améliorer les expériences en ligne et à assurer la sécurité des enfants et des adolescents lorsqu'ils utilisent l'internet<sup>10</sup>.

À travers ses quatre thèmes principaux, ce cadre est conçu pour soutenir la prise de décision en matière de politique publique, sur la base de l'expérience et des mesures pratiques que nous avons déployées au fil des ans :

### *Respecter les meilleurs intérêts et le stade de développement respectif des enfants et des adolescents*

1. Exiger des services en ligne qu'ils donnent la priorité aux meilleurs intérêts des enfants et des adolescents dans la conception de leurs produits.
2. Adopter une approche fondée sur le risque lorsqu'il s'agit d'exiger la confirmation de l'âge.
3. Renforcer la protection des adolescents entre l'âge du consentement parental et l'âge de 18 ans, d'une manière qui tienne compte de leur maturité accrue.

### *Fournir des contrôles et des fonctions adaptés à l'âge des utilisateurs*

4. Répondre au besoin d'options de contrôle parental robustes qui respectent également les capacités et l'autonomie accrues des adolescents.
5. Exiger des services en ligne qu'ils prennent des mesures pour favoriser la santé mentale et le bien-être des enfants et des adolescents.
6. Interdire la publicité personnalisée pour les enfants et les adolescents.

---

<sup>10</sup> [A policy framework to protect children and teens online, The Keyword \(Oct. 16, 2023\), https://blog.google/outreach-initiatives/public-policy/google-legislation-framework-children-teens-safe ty/.](https://blog.google/outreach-initiatives/public-policy/google-legislation-framework-children-teens-safe-ty/)

*Réduire les risques liés au contenu tout en conservant les avantages*

7. Exiger des plateformes qu'elles fournissent aux adolescents et aux parents d'enfants des outils leur permettant de gérer l'utilisation de leur historique de visionnage et de recherche en ligne dans des recommandations personnalisées.
8. Exiger des plateformes qu'elles adoptent une approche responsable et transparente dans l'élaboration et l'application des politiques de contenu.

*Assurer la surveillance des opérations et la responsabilité*

9. Utiliser des évaluations d'impact fondées sur les risques pour favoriser la responsabilisation.
10. Encourager l'harmonisation des réglementations et l'interopérabilité au niveau mondial.
11. Reconnaître les différences entre les services.

Nous encourageons la Commission à tenir compte de ces principes lorsqu'elle aborde la question de la sécurité des enfants en ligne.

**Conclusion**

Google s'engage à fournir des produits et des services de haute qualité qui améliorent la vie de ses utilisateurs. Par l'intermédiaire de YouTube, Google a déployé de manière proactive une série de mesures et de protections afin d'assurer une meilleure expérience en ligne pour les jeunes utilisateurs. Ces outils visent à contribuer à la culture numérique des jeunes et de leurs familles (par l'éducation et la sensibilisation), tout en fournissant des mécanismes permettant de limiter l'accès à des contenus inappropriés pour leur âge et leur expérience personnelle. Cette approche est soutenue par des experts et s'appuie sur les données recueillies grâce à l'utilisation de notre plateforme.

Pour Google, un élément clé de cet engagement consiste à nous efforcer de protéger la sécurité en ligne des enfants et de soutenir leur santé mentale. Google se réjouit de continuer à participer aux efforts de la Commission pour protéger les enfants et les adolescents en ligne.

## Un cadre législatif pour protéger les enfants et les adolescents en ligne

Les outils et les expériences numériques constituent un élément fondamental de la vie quotidienne des enfants et des adolescents. Au fil des ans, nous avons constaté que les technologies novatrices telles que l'intelligence artificielle et l'accès à des contenus diversifiés et de grande qualité peuvent apporter d'énormes avantages. Nous croyons que des mesures de protection appropriées peuvent donner aux jeunes les moyens d'apprendre, de se connecter, de grandir et de se préparer à l'avenir.

À cette fin, les services en ligne devraient concevoir des produits bien adaptés à l'âge des enfants et des adolescents qui correspondent à leurs stades de développement et à leurs besoins respectifs; offrir des outils qui permettent aux familles de gérer avec souplesse leurs interactions avec la technologie; mettre en œuvre des politiques, des protections et des programmes renforçant la sécurité en ligne pour chaque enfant et chaque adolescent; et fournir des supports d'habileté numérique informatifs et accessibles.

Une législation bien élaborée peut s'avérer un outil efficace pour renforcer les efforts déployés en vue de créer un environnement en ligne plus sûr pour les enfants et les adolescents. En particulier, nous sommes en faveur d'une législation qui adaptera les protections à l'âge de l'enfant, qui soutiendra la santé mentale et le bien-être, qui abordera les différents risques en proposant des réponses proportionnelles et qui laissera de la place pour l'amélioration des produits et des affaires.

Afin de partager les bénéfices de notre expérience avec les gouvernements, les régulateurs et les experts, nous avons élaboré le cadre suivant, qui, nous l'espérons, complétera utilement les conversations en cours sur la législation relative aux enfants et aux adolescents dans le monde entier.

### Respecter les meilleurs intérêts et les stades de développement des enfants et des adolescents

#### **1. Exiger des services en ligne qu'ils donnent la priorité aux meilleurs intérêts des enfants et des adolescents dans la conception de leurs produits.**

En premier lieu, un cadre réglementaire intelligent et solide pour les enfants et les adolescents devrait servir leurs meilleurs intérêts. Les experts en développement de l'enfant s'accordent depuis longtemps sur le fait que ces intérêts doivent prendre en compte l'ensemble des considérations telles que la sécurité, le bien-être physique et mental, le respect de la vie privée, l'autonomie, l'accès à l'information et la liberté de participer à la vie de la société. Les services en ligne utilisés par les enfants et les adolescents devraient être tenus d'évaluer les intérêts collectifs des enfants à des stades de développement comparables, sur la base de recherches spécialisées et de bonnes pratiques, afin de s'assurer que ces services développent, conçoivent et proposent des produits et des services adaptés à l'âge des enfants et des adolescents, dans le respect de leurs meilleurs intérêts.

## **2. Adopter une approche fondée sur les risques lorsqu'il s'agit d'exiger la confirmation de l'âge.**

Une bonne compréhension de l'âge des utilisateurs peut aider les services en ligne à offrir des expériences bien adaptées à l'âge des utilisateurs. Ceci dit, toute méthode visant à déterminer l'âge des utilisateurs d'un service à l'autre s'accompagne de compromis, tels que l'intrusion dans la vie privée, la collecte et l'utilisation accrues de données ou la restriction de l'accès des utilisateurs adultes à des informations et services importants. Lorsqu'elle est requise, la confirmation de l'âge – qui peut aller de la déclaration à la déduction et à la vérification – devrait être fondée sur le risque, en préservant l'accès des utilisateurs aux informations et aux services et en respectant leur vie privée. Lorsque la législation impose la confirmation de l'âge, elle devrait le faire par le biais d'une norme réalisable et interopérable qui préserve la possibilité d'expériences anonymes ou pseudonymes. Elle devrait éviter d'exiger la collecte ou le traitement d'informations personnelles supplémentaires, de traiter tous les utilisateurs comme des enfants ou d'empiéter sur la capacité des adultes à accéder à l'information. Les méthodes plus intrusives (telles que la vérification à l'aide d'« identifiants matériels » comme les cartes d'identité gouvernementales) devraient être limitées aux services à haut risque (par exemple, l'alcool, les jeux d'argent ou la pornographie) ou à la correction de l'âge. En outre, les exigences en matière de garantie de l'âge devraient permettre aux services en ligne d'explorer et de s'adapter à des approches technologiques améliorées. En particulier, les exigences devraient permettre de mettre en place de nouveaux moyens de protection de la vie privée pour s'assurer que les utilisateurs ont au moins l'âge requis avant de s'engager dans certaines activités. Enfin, comme les technologies de garantie de l'âge sont nouvelles, imparfaites et en évolution, les exigences devraient fournir une protection raisonnable contre la responsabilité pour les efforts de bonne foi visant à développer et à mettre en œuvre des solutions améliorées dans ce domaine.

## **3. Renforcer les protections pour les adolescents entre l'âge du consentement parental et 18 ans, d'une manière qui reflète leur plus grande maturité.**

La législation devrait reconnaître qu'il existe de nombreux types de protection pour les enfants et les adolescents en ligne. Toute législation exigeant des protections pour les utilisateurs adolescents devrait refléter les différences de maturité, de capacité et de risques de préjudice entre les enfants et les adolescents, et permettre aux services de fournir des expériences adaptées à l'âge. Cela permettrait également de répondre au besoin des adolescents d'accéder à des outils numériques qui les aident à apprendre et à développer des compétences sociales, à être compétitifs dans l'économie mondiale et à rester en contact avec leurs amis et leur famille. Renforcer les protections tout en reconnaissant leur plus grande maturité est une meilleure façon de protéger les adolescents que de relever l'âge du consentement parental, ce qui pourrait, d'une part, inutilement empêcher certains adolescents d'accéder aux avantages fondamentaux du monde en ligne et, d'autre part, avoir des effets inattendus

sur les jeunes vulnérables.

## Fournir des contrôles et des fonctions adaptés à l'âge des utilisateurs

### **4. Répondre au besoin d'options de contrôle parental robustes qui respectent également les capacités et l'autonomie accrues des adolescents.**

La législation devrait exiger que les services en ligne offrent une gamme de paramètres de protection de la vie privée qui aident les parents à répondre aux besoins et aux préférences uniques de leur propre famille. Pour les enfants n'ayant pas atteint l'âge du consentement parental, ces paramètres et outils doivent permettre aux parents de comprendre et de contrôler l'expérience de leur enfant sur le service. Le cas échéant, les services en ligne devraient être tenus de proposer des paramètres et des outils permettant de gérer le contenu et les paramètres du compte, de limiter le temps passé devant l'écran et d'appliquer des mesures supplémentaires de protection de la vie privée. Les contrôles les plus robustes et les plus restrictifs que nous appliquons à nos plus jeunes utilisateurs ne conviennent pas nécessairement aux adolescents, qui sont plus à même de comprendre et de choisir les paramètres qui leur conviennent.

### **5. Exiger des services en ligne qu'ils prennent des mesures pour favoriser la santé mentale et le bien-être des enfants et des adolescents.**

La relation entre l'utilisation des technologies, le bien-être et la santé mentale est complexe, en particulier pour les enfants et les adolescents. Les orientations réglementaires et les autres bonnes pratiques publiées devraient encourager les plateformes de partage de contenu à mettre en œuvre des politiques adaptées à l'âge et des caractéristiques de produits qui favorisent la santé mentale et le bien-être des enfants et des adolescents. Par exemple, les politiques de contenu devraient aborder les risques associés aux contenus qui encouragent les troubles alimentaires, l'automutilation ou l'intimidation, et devraient répondre à ces risques. De même, les caractéristiques des produits et les paramètres par défaut devraient permettre d'atténuer les risques associés à une utilisation excessive, par exemple en activant par défaut les rappels interruptifs pour les enfants et les adolescents. Lorsque de tels documents sont utiles, les plateformes doivent suivre les meilleures pratiques en mettant à la disposition des enfants et des adolescents des ressources en cas de crise, des contenus faisant autorité en matière de santé mentale et d'autres programmes de bien-être et d'habileté numériques. Les services en ligne devraient également prendre des mesures, notamment avec des partenaires du secteur et de la société civile, pour améliorer la culture numérique des utilisateurs et veiller à ce que les enfants, les adolescents et leurs parents comprennent bien les risques associés à l'utilisation des technologies.

## **6. Interdire la publicité personnalisée ciblant les enfants et les adolescents.**

Pour les moins de 18 ans, la législation devrait interdire la publicité personnalisée, y compris la personnalisation basée sur l'âge, le sexe ou les centres d'intérêt de l'utilisateur. La législation devrait également interdire la vente (c'est-à-dire l'échange contre une contrepartie monétaire) des informations personnelles des enfants et des adolescents à des tiers, y compris les courtiers en données. Ces interdictions limitent le traitement des données personnelles des enfants et des adolescents, réduisant ainsi les possibilités d'utilisation préjudiciable. La législation devrait autoriser le traitement des informations à des fins commerciales légitimes, y compris la mesure et la diffusion des publicités, ainsi que le plafonnement de la fréquence. Elle devrait également autoriser les publicités contextuelles basées uniquement sur des signaux contextuels tels que le contenu actuellement regardé, la requête de recherche, la situation géographique générale et l'heure de la journée, plutôt que sur l'historique de visionnage ou de recherche de l'utilisateur ou sur des données démographiques. Ces publicités protègent la vie privée de l'utilisateur tout en favorisant la gratuité du contenu pour tous les utilisateurs. (En revanche, les modèles d'abonnement limitent la capacité des utilisateurs moins fortunés à accéder à l'information et exacerbent la fracture numérique). Les contenus de haute qualité qui aident les enfants et les adolescents à apprendre, à élargir leurs centres d'intérêt et à trouver une communauté devraient être universellement accessibles aux familles, quelle que soit leur capacité à payer. Enfin, les normes du secteur devraient encourager les services à élaborer des politiques publicitaires qui tiennent compte des stades de développement des enfants et des adolescents et qui limitent les publicités susceptibles de ne pas convenir à un public plus jeune.

## Réduire les risques associés au contenu tout en conservant les avantages de contenus

### **7. Exiger des plateformes qu'elles fournissent aux adolescents et aux parents d'enfants des outils pour gérer l'utilisation de leur historique de visionnage et de recherche en ligne dans des recommandations personnalisées.**

Les recommandations personnalisées permettent aux enfants et aux adolescents d'accéder à des contenus de grande qualité, adaptés à leurs besoins et à leurs centres d'intérêt. Sans cette personnalisation, les enfants et les adolescents risquent de ne voir que les contenus les plus populaires au lieu de contenus correspondant davantage à leurs centres d'intérêt, mais qu'ils n'auraient peut-être pas découverts autrement. Les plateformes de partage de contenu qui personnalisent le contenu ou les recommandations devraient être tenues de mettre en œuvre des mesures de protection permettant aux adolescents et aux parents de jeunes enfants de gérer l'utilisation de leur historique de visionnage et de recherche en ligne dans les recommandations.

## **8. Exiger des plateformes qu'elles adoptent une approche responsable et transparente dans l'élaboration et l'application des politiques de contenu.**

Outre les cadres réglementaires existants pour les contenus illégaux tels que les contenus relatifs aux abus sexuels sur les enfants, la législation pourrait permettre une approche appropriée d'autres formes de contenus préjudiciables. Par exemple, lors de l'élaboration et de l'application de politiques et de procédures en matière de contenu, les plateformes de partage de contenu devraient être tenues de donner la priorité aux meilleurs intérêts des enfants et des adolescents. Conformément aux meilleures pratiques du secteur (telles que celles définies dans le cadre des meilleures pratiques du [Digital Trust & Safety Partnership Best Practices Framework](#) (Partenariat pour la confiance et la sécurité numériques), les plateformes devraient également veiller à ce que leurs politiques et paramètres de contenu soient accessibles au public, compréhensibles pour les parents et leurs familles, fondés sur la recherche et l'expertise externes, et activement appliqués. L'application et les recours devraient être proportionnels aux dommages potentiels, car le retrait excessif de contenu pourrait compromettre la liberté d'expression. Lorsque cela est pertinent et adapté au service, la législation devrait donner aux enfants, aux adolescents et aux parents la possibilité de restreindre l'accès aux contenus adultes, tels que les contenus violents, graphiques ou sexuellement explicites. Enfin, les plateformes devraient faire preuve de transparence quant à leurs politiques et à leurs pratiques d'application.

## **Assurer la surveillance des opérations et la responsabilité**

### **9. Utiliser des évaluations d'impact fondées sur les risques pour favoriser la responsabilisation.**

Les dispositions relatives à la responsabilité, telles que les évaluations des risques ou de l'impact qui évaluent la manière dont un service traite les données des enfants et des adolescents et donne la priorité à leurs meilleurs intérêts, peuvent promouvoir le développement responsable des services en ligne. Afin de garantir que les services en ligne concentrent leurs ressources de manière appropriée, les exigences en matière d'évaluation des risques, telles que celles incluses dans des cadres comme les codes de conception adaptés à l'âge des jeunes (le code AADC, au R-U) et le RGPD (le Règlement général sur la protection des données, dans l'Union européenne), devraient être étendues pour traiter les risques de préjudice les plus importants. Elles devraient également être suffisamment souples et pratiques sur le plan opérationnel pour permettre aux fournisseurs de se concentrer sur l'élaboration de mesures d'atténuation visant à améliorer la sécurité des enfants et des adolescents en ligne.

### **10. Encourager l'harmonisation des réglementations et l'interopérabilité au niveau mondial.**

Il existe un consensus mondial sur la nécessité d'une protection forte pour les enfants et les adolescents, qui ne limite pas indûment leur accès aux services qui soutiennent l'apprentissage, la croissance et le

développement. Dans la mesure du possible, les décideurs politiques devraient promouvoir la cohérence et l'interopérabilité, reflétant ainsi la nature mondiale de l'internet. Cela apporterait clarté et certitude aux utilisateurs, aux services en ligne et aux décideurs politiques, et permettrait des expériences meilleures et plus cohérentes.

### **11. Reconnaître les différences entre les services.**

Les services en ligne sont divers et jouent des rôles et des fonctions variés. La législation devrait tenir compte des différents rôles joués par les fournisseurs de services en ligne et adapter les exigences à ce qui est approprié et techniquement faisable. Par exemple, les protections visant à traiter les risques d'exposition à des contenus préjudiciables peuvent ne pas être aussi pertinentes pour les produits qui ne permettent pas aux utilisateurs de télécharger et de partager des contenus. Afin de créer un environnement en ligne plus sûr, une législation bien conçue devrait être adaptée au risque sous-jacent potentiel que représente un service particulier pour les enfants et les adolescents. Les services de technologie éducative, par exemple, devraient être considérés séparément compte tenu de leur contexte, de leurs rôles et de leurs responsabilités uniques.